

Manifestation du 22 mars 2018

Toutes et tous concernés

Dans toutes les entreprises des IEG, nous constatons les mêmes conséquences des choix déraisonnables de nos dirigeants.

Les fermetures d'agences, les menaces d'externalisation visant, comme c'est d'ores et déjà le cas partout, les structures de nos entreprises et les emplois.

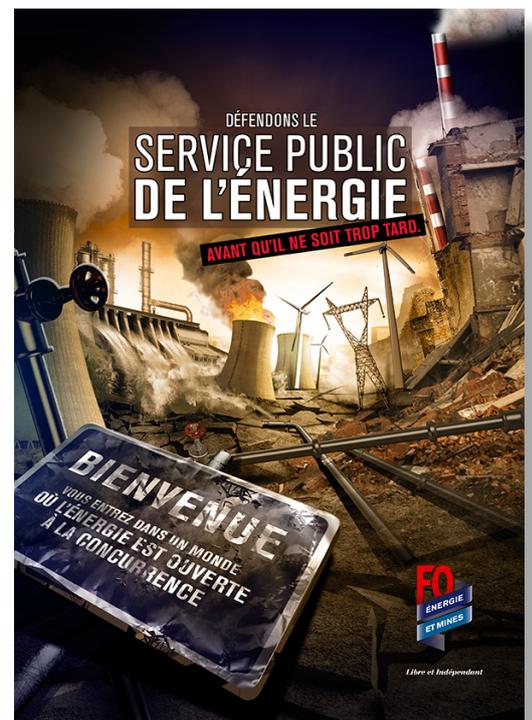
Les fermetures de centrales fuel et charbon au prétexte d'une pollution très relative comparée aux centrales allemandes brûlant du lignite ô combien plus polluant.

L'ouverture à la concurrence des concessions hydrauliques françaises révélant l'ambition d'ouvrir à l'appétit d'actionnaires privés les 80 % détenus par l'état ; cet appétit générerait assurément des coupes drastiques dans les emplois et les moyens de garantir les besoins des usagers.

La fermeture de plus d'un tiers des centrales nucléaires qui entraînerait la disparition de milliers d'emplois statutaires.

La transition énergétique a bon dos ; les « emplois » créés dans le domaine des énergies renouvelables se font essentiellement hors du territoire ou hors Statut.

Ce que nous avons tous en commun, le Statut des électriciens et gaziers, notre contrat de travail, ce lien qui nous unit, est en ligne de mire pour pouvoir accélérer ce processus de casse du Service public de l'énergie.



Manifestation du 22 mars 2018

Toutes et tous concernés

Comme c'est le cas pour les cheminots, les statuts sont le verrou à faire sauter pour satisfaire aux impératifs dictés par la Commission européenne. Cette étape franchie, rien ne s'opposerait à ce que nos régimes spéciaux volent en éclat. Cela faciliterait la remise en question de notre système de retraite particulier, ce que nulle organisation qui se respecte ne saurait cautionner.

Il ne s'agit donc pas seulement de solidarité. Les décideurs et les bénéficiaires de ces décisions sont les mêmes. Et après les cheminots, notre tour viendra, assurément.

Notre responsabilité est d'informer la population et de favoriser ainsi la mobilisation. Les personnels des IEG sont les mieux placés pour savoir à quel point les régressions sociales sont lourdes de conséquences, parce qu'ils les vivent au quotidien.

**Défendons le Statut national des IEG,
le Code du travail,
notre système de retraite.**

Le 22 mars, faites entendre votre voix.

Agir, pour ne pas subir, est la seule solution.